



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WINTERSTEIN FRANCOIS

99 B RUE DES PALUS
33290 Parempuyre

Références : 26-298
Code AIOT : 0100295057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement WINTERSTEIN FRANCOIS implanté 99 B RUE DES PALUS 33290 Parempuyre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WINTERSTEIN FRANCOIS
- 99 B RUE DES PALUS 33290 Parempuyre
- Code AIOT : 0100295057
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. WINTERSTEIN François, par le biais de la société éponyme, exerce sur deux sites de la commune de Parempuyre des activités illégales d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU), qui relèvent chacune du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Ces terrains sont respectivement situés :

- au 99 rue des Palus, parcelles AL 112 à 122 : une activité de dépollution sur une dalle en béton ainsi qu'un transit de carcasse ainsi démantelée était réalisé sur cette parcelle sur une surface estimée à 9250 m² ;
- au 104 rue des Palus, parcelle AL 26 : une simple activité de transit de carcasse est réalisé sur cet espace visible de tous depuis la voie publique.

Le présent rapport traite de l'activité exercée au 99 rue des Palus (parcelles AL 112 à 122).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Absence d'enregistrement de l'activité d'entreposage VHU	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512-7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

M. WINTERSTEIN François exerçait sur la commune de Parempuyre au 99 rue des Palus (parcelles AL 112 à 122) une activité d'entreposage et de dépollution de véhicules hors d'usage sans l'enregistrement requis, donc de manière illégale. La présente inspection a permis de constater l'évacuation de la plupart des véhicules autrefois présent sur le terrain sis 99 rue des Palus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Absence d'enregistrement de l'activité d'entreposage VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512-7
Thème(s) : Illégaux, VHU (Véhicules Hors d'Usage)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 27/03/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant aurait dû être mis en demeure d'évacuer l'ensemble des véhicules sur le site situé sur la parcelle AL 112 à 122 de la commune de Parempuyre dans un délai de quatre mois. La mise en demeure n'avait pas été du fait des avancées des travaux prise même si l'exploitant avait été rendu destinataire et avisé du projet d'arrêté de mise en demeure en date du 12 août 2025. Malgré les avancées notables des opérations d'évacuation des déchets constatées le 26/03/2026 la situation reste non conforme (cf. constats relatés dans la présente fiche des constats). En l'état il convient d'encadrer l'évacuation des véhicules par la signature immédiate de l'arrêté de mise en demeure transmis en 2025 et ayant déjà fait l'objet d'un contradictoire.</p> <p>M. WINTERSTEIN opère actuellement un transfert des véhicules autrefois démantelés au 99 rue des Palus vers la parcelle du 104 de la même rue. Les véhicules ainsi transférés seraient, d'après l'exploitant, plus facilement récupérables par la société AFM RECYCLAGE en charge de l'évacuation de ces derniers. Ce point apparaît plausible vu l'étroitesse des voiries au sein des parcelles AL 112 à 122.</p> <p>La plupart des véhicules ont effectivement été évacués et il reste sur les parcelles concernées quelques déchets métalliques, des pneus neufs, des jantes en aluminium que l'exploitant s'est engagé à évacuer sous trois mois au vu de son projet de vente foncière.</p> <p>Hormis la présence de traces d'hydrocarbure au droit de l'aire de dépollution pourvue d'une dalle en béton, l'inspection ne relève aucun indice organoleptique de pollution du sol. Des concentrations anormales en métaux sont toutefois probables au droit des aires d'entreposage de carcasses. Ce point ne semble pas présenter de risque sanitaire ou environnemental imminent et ne requiert donc pas de limitation des usages à ce stade. Les terrains ayant été le siège d'une</p>

activité ICPE illégale soumise au régime de l'enregistrement, il convient toutefois de conserver la mémoire de cette activité par **l'inscription du site dans la base de données SIS (Système d'Information sur les Sols)**. Une information sera faite à la mairie pour prise en compte de ce point dans les documents d'urbanisme de la commune de Parempuyre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'évacuer sous 3 mois les déchets résiduels présents sur la parcelle et d'informer l'inspection des installations classées une fois que les terrains auront été débarrassés ;
- de procéder sous 6 mois à la cessation d'activité prévue par l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement. En outre, il remet un diagnostic des sols pour le site. En cas de difficulté pour tenir ces délais, M. WINTERSTEIN en tient informée l'inspection dans les plus brefs délais.

Copie du présent rapport est faite à : la mairie de Parempuyre, la gendarmerie de Blanquefort, le tribunal judiciaire de Bordeaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois